

UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES TIBÉTAINS EN VISITE EN EUROPE

LE 24 NOVEMBRE, UNE DÉLÉGATION COMPOSÉE DE QUATRE MEMBRES DU PARLEMENT TIBÉTAIN EN EXIL A TERMINÉ UNE TOURNÉE DE PLAIDOYER D'UNE SEMAINE. ILS SE SONT RENDUS EN FRANCE, EN BELGIQUE ET AUX PAYS-BAS.



Les quatre membres de la délégation et le directeur des politiques européennes d'ICT, Vincent Metten, au Parlement européen avec les eurodéputés Isabel Santos et Manuel Pizarro, le 19 novembre.

Cette visite, coorganisée par le Bureau du Tibet à Bruxelles et International Campaign for Tibet (ICT), a donné aux quatre parlementaires tibétains – Tsering Lhamo, la chef de la délégation, le vénérable Kunga Sotop, Lobsang Dakpa et le vénérable Gowo Lobsang Pende – l'occasion de sensibiliser leurs interlocuteurs à la situation du Tibet et de demander l'aide des parlements et gouvernements des pays visités.

Au cours de leur visite, les parlementaires tibétains ont rencontré des responsables

des gouvernements nationaux et de l'UE, des membres du Parlement européen et des parlements français, belge et néerlandais – dont les eurodéputés Isabel Santos, Manuel Pizarro, Martin Horwood, Mikulas Peksa et Fabio Massimo Castaldo, les sénateurs français Guillaume Arnell et Maurice Antiste, le député belge Samuel Cogolati et les députés néerlandais Martijn van Helvert et Bram van Ojik – ainsi que des membres des communautés tibétaines et d'organisations

> SUITE PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION:

- 1 Une délégation de parlementaires tibétains en visite en Europe
- 2 La Chine exige des jeunes diplômés tibétains souhaitant décrocher un emploi dans le secteur public qu'ils critiquent le Dalaï-Lama
- 3 Les Tibétains moins en sécurité au Népal suite à un nouveau traité avec la Chine
- 4 Malgré un rapport accablant de l'ONU sur le climat, la Chine refuse d'apporter des changements au Tibet
- 5 Douzième Forum de l'ONU à Genève sur les questions relatives aux minorités
- 6 La Suède et les Pays-Bas adoptent des stratégies sur la Chine
- 7 Un universitaire chinois accusé d'espionnage banni de la Belgique
- 8 ICT en visite à Taiwan pour le 40^{ème} Congrès de la FIDH
- 9 Le point sur les prisonniers politiques
- 10 Suggestions de lecture et de vidéo
- 11 Événements à venir



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: (202) 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

de la société civile. Leurs échanges ont porté sur trois thèmes principaux: la répression du bouddhisme tibétain, qui se traduit notamment par le contrôle des monastères, la détention et la torture de nonnes et moines tibétains et l'ingérence dans la succession du Dalaï-Lama; les assauts contre la culture et l'identité tibétaines, et plus particulièrement contre la langue tibétaine; et la situation environnementale au Tibet, dont le réchauffement climatique, les politiques chinoises de gestion de l'eau, la biodiversité en péril sur le plateau tibétain et la sédentarisation forcée des nomades. Ils ont également mis en évidence l'accès difficile au Tibet, en particulier pour les citoyens tibétains d'Europe, et appelé les membres des parlements à adopter une législation similaire à la loi américaine sur l'accès réciproque au Tibet (Reciprocal Access to Tibet Act).

«La visite des parlementaires tibétains offre une excellente occasion d'établir des contacts directs entre l'Administration centrale tibétaine et les institutions politiques nationales et européennes», a déclaré la directrice exécutive d'ICT Europe, Tsering Jampa, ajoutant que leurs interlocuteurs européens avaient reconnu l'urgence des messages véhiculés par la délégation.



La réunion de la délégation avec la communauté tibétaine d'Amsterdam, le 24 novembre.

Pour de plus amples informations sur cette visite, veuillez cliquer [ici](#) pour lire notre article dans son intégralité.

LA CHINE EXIGE DES JEUNES DIPLÔMÉS TIBÉTAINS SOUHAITANT DÉCROCHER UN EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC QU'ILS CRITIQUENT LE DALAÏ-LAMA

DANS DES OFFRES D'EMPLOI PUBLIÉES RÉCEMMENT, LES AUTORITÉS CHINOISES EXIGENT DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES DE LA RÉGION AUTONOME DU TIBET (RAT) SOUHAITANT OBTENIR UN POSTE AU SEIN D'INSTITUTIONS PUBLIQUES QU'ILS « EXPOSENT ET CRITIQUENT LE DALAÏ-LAMA » ET QU'ILS AIENT « DES PRINCIPES POLITIQUES CLAIRS ET SOLIDES ».



Une classe dans une école de Lhasa, la capitale régionale du Tibet, sur une photo de 2015. (Photo: AP)

Début avril 2019, les autorités de la RAT ont annoncé le recrutement de diplômés universitaires pour différents postes dans le secteur public, dont des postes de fonctionnaires, d'enseignants et d'intervenants locaux. Mais dans une série d'annonces et d'avis de recrutement récemment publiés, les pouvoirs publics de la RAT ont ajouté de nouvelles conditions à remplir pour les candidats, à savoir qu'ils « exposent et critiquent le Dalaï-Lama » et qu'ils fassent preuve de loyauté à l'égard du Parti communiste chinois au pouvoir.

Ces exigences à respecter par les jeunes diplômés tibétains vont plus loin que la formulation utilisée dans [une offre d'emploi générale destinée aux titulaires d'un diplôme universitaire](#), publiée par le ministère des Ressources naturelles de la République populaire de Chine en 2019, qui s'adresse à tous les Chinois et précise uniquement que les candidats doivent « résolument soutenir la ligne, les principes et les politiques du Parti, respecter la loi et se comporter correctement ». Cette annonce générale fait également mention d'un « examen des qualifications » auquel

seront soumis les candidats. Les [annonces de la RAT](#) sont quant à elles plus explicites et indiquent que les candidats devront aussi se soumettre à un examen politique et que ceux dont la loyauté envers le pouvoir autoritaire de la Chine au Tibet sera jugée insuffisante pourraient ne pas être engagés.

Ces nouvelles conditions illustrent la manière dont les Tibétains sont obligés d'afficher leur loyauté à l'égard de l'État chinois et de renier toute allégeance à leur guide spirituel – en totale violation de leurs droits à la liberté de pensée, de conscience et de religion, tels que consacrés dans l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. « Être forcé de renier le Dalaï-Lama – un lauréat du prix Nobel de la Paix, qui est une grande source de fierté et d'inspiration pour les Tibétains – pour décrocher un emploi constitue une humiliation inutile et relève de la discrimination », a déclaré le président d'ICT, Matteo Mecacci, qui a ajouté que cela ne faisait que « renforcer l'esprit de résistance des Tibétains et ne conférerait certainement pas une quelconque légitimité au pouvoir chinois au Tibet. »

LES TIBÉTAINS MOINS EN SÉCURITÉ AU NÉPAL SUITE À UN NOUVEAU TRAITÉ AVEC LA CHINE

EN OCTOBRE DERNIER, DES MESURES DE SÉCURITÉ D'UNE AMPLÉUR SANS PRÉCÉDENT ONT ÉTÉ PRISES À KATMANDOU, LA CAPITALE DU NÉPAL, EN AMONT DE LA VISITE DU PRÉSIDENT ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, XI JINPING. CES MESURES ONT INQUIÉTÉ LES NÉPALAIS ET RENFORCÉ LES PRÉOCCUPATIONS QUANT À L'AVENIR DES TIBÉTAINS AU NÉPAL.



Les ministres des Affaires étrangères du Népal et de la Chine échangent le texte d'un accord en présence du président Xi Jinping et du premier ministre K.P.Oli.

Vingt-sept personnes, dont une majorité de Tibétains, ont été placées en détention en vue de la visite au Népal du président chinois, Xi Jinping, les 12 et 13 octobre 2019. L'organisation népalaise de défense des droits de l'homme HURON a fait savoir que deux de ces personnes étaient des commerçants tibétains vendant notamment des articles ornés de drapeaux ou de logos tibétains. La police les a placés en détention au motif qu'ils constitueraient une « menace pour la sécurité ». HURON a également indiqué que dans les jours précédant l'arrivée de Xi Jinping et au cours de sa visite, de nombreuses rues de Katmandou où vivent des Tibétains avaient été désertées, les gens préférant rester chez eux par peur de se faire arrêter. Des agents de police étaient par ailleurs stationnés à l'extérieur de la plupart des monastères de la vallée de Katmandou. Même les maisons de repos tibétaines pour personnes âgées ont été placées sous étroite surveillance et le camp de réfugiés tibétain de Jawalakhel a été pratiquement bouclé. Ces placements préventifs en détention ont ciblé non seulement des réfugiés tibétains, mais aussi

très longtemps des liens culturels et religieux, de nombreux mariages unissent des membres des deux peuples et ils font du commerce à travers l'Himalaya. Plus de 10 % des citoyens du Népal pratiquent le bouddhisme tibétain. Les communautés népalaises le long de la frontière du nord du pays partagent avec de nombreux autres peuples himalayens une dévotion spirituelle à l'égard du Dalai-Lama.

Mais si les réfugiés tibétains au Népal étaient par le passé protégés de l'emprise chinoise, les nouvelles relations plus approfondies et complexes de la Chine avec le Népal renforcent considérablement la vulnérabilité des réfugiés tibétains.

Cette situation pourrait empirer suite à la signature, au cours de la visite de Xi Jinping, d'un traité d'assistance juridique mutuelle pour les affaires criminelles entre la Chine et le Népal. Selon des juristes népalais, cet accord, qui permet à ses signataires d'émettre des assignations et de recueillir des preuves, pourrait être utilisé par la Chine pour cibler et punir les réfugiés tibétains vivant au Népal.

des citoyens népalais et d'autres étrangers. Une écolière népalaise de 14 ans portant une chemise avec le slogan « Free Tibet » et une femme de 65 ans portant un sac orné d'inscriptions tibétaines ont également été arrêtées. Selon des sources au Népal, toutes ces personnes ont depuis été libérées.

Le Tibet et le Népal entretiennent depuis

Indra Prasad Aryal, le président de HURON, a expliqué au journal népalais *The Himalayan Times* que la signature de ce traité augurait la signature d'un traité d'extradition avec la Chine. « La Chine veut rapatrier les dissidents politiques et religieux chinois vivant au Népal pour les punir dans leur propre pays », a-t-il affirmé. « Notre gouvernement, qui a conclu un accord informel avec [le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés] en vue d'offrir un passage sûr aux réfugiés tibétains, doit se montrer prudent. »

MALGRÉ UN RAPPORT ACCABLANT DE L'ONU SUR LE CLIMAT, LA CHINE REFUSE D'APPORTER DES CHANGEMENTS AU TIBET

EN SEPTEMBRE, LE GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC) DES NATIONS UNIES A PUBLIÉ UN NOUVEAU RAPPORT ALARMANT, AXÉ EN PARTICULIER SUR LES OCÉANS ET LES RÉGIONS GELÉES AUTOUR DES PÔLES ET DANS LES MONTAGNES. MAIS ALORS QUE LE PRÉSIDENT XI JINPING S'EMPLOIE À PRÉSENTER LA CHINE COMME UNE « CIVILISATION ÉCOLOGIQUE », LES POLITIQUES CHINOISES, Y COMPRIS SUR LE PLATEAU TIBÉTAIN, CONTINUENT D'EXACÉRBER LES EFFETS NÉGATIFS DÉTAILLÉS DANS CE DOCUMENT.

Le rapport du GIEC – qui fait autorité sur les graves problèmes auxquels est exposée la planète – a été publié le 25 septembre,

> SUITE PAGE 4

DOUZIÈME FORUM DE L'ONU À GENÈVE SUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX MINORITÉS

LES 28 ET 29 NOVEMBRE, L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES A TENU À GENÈVE LA DOUZIÈME SESSION DE SON FORUM SUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX MINORITÉS, SUR LE THÈME « ÉDUCATION, LANGUE ET DROITS FONDAMENTAUX DES MINORITÉS ».



ICT Brussels' Policy and Advocacy Officer Mélanie Blondelle in Room XX of the Palais des Nations in Geneva, where the Forum took place.

Ce forum – qui se tient chaque année depuis 2008 et dont l'objectif principal est d'offrir une plateforme pour la promotion du dialogue et de la coopération sur les questions relatives aux minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques – a réuni environ 600 participants du monde entier, dont des représentants de minorités, des universitaires et des experts, ainsi que des représentants d'États, d'ONG et d'organismes et agences de l'ONU. Ils ont échangé sur les différentes pratiques, les défis, les possibilités et les initiatives déjà menées s'agissant de l'apprentissage dans les langues des minorités et l'enseignement de ces langues, conformément aux principes et droits consacrés dans la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques de l'ONU et aux autres instruments internationaux pertinents.

ICT a pu participer à cette session et a prononcé une allocution sur les difficultés que rencontrent

les Tibétains en Chine pour suivre un enseignement dans leur langue maternelle et les incidences négatives de la discrimination de la langue tibétaine sur les droits de l'homme. *«En raison du manque de possibilités d'étudier dans leur langue maternelle, les Tibétains sont désavantagés sur le plan éducatif et économique», a expliqué Mélanie Blondelle, chargée de politique et du plaidoyer pour ICT, qui a prononcé l'allocution. «L'instruction dans la langue maternelle s'accompagne de meilleurs résultats académiques, et elle permet ainsi aux étudiants tibétains d'être mieux outillés lorsqu'ils se retrouvent en concurrence avec*

des étudiants hans pour la poursuite de leurs études dans le supérieur ou l'obtention d'un emploi. La dévalorisation de la langue tibétaine constitue en outre une violation flagrante des droits culturels des Tibétains, étant donné que la langue tibétaine – l'une des langues asiatiques les plus anciennes et les plus préservées – représente un élément fondamental de l'identité, de la culture et de la religion tibétaines.»

Les recommandations formulées lors du forum concernant la manière de traiter efficacement la question de l'enseignement dans les langues des minorités seront réunies dans un rapport, qui sera présenté par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités à l'occasion de la 43^{ème} session du Conseil des droits de l'homme, en mars 2020.

[Lire l'intégralité de la déclaration d'ICT au 12ème Forum sur les questions relatives aux minorités \(en anglais\).](#)

> SUITE DE LA PAGE 3

tandis que les dirigeants du monde entier étaient réunis à New York pour le Sommet de l'ONU sur le climat. Au cours de ce sommet, la Chine, le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde, n'a pris aucun engagement concret en faveur d'une réduction de ses émissions – la principale mesure demandée à tous les gouvernements pour éviter les changements climatiques incontrôlés qui résulteraient d'une hausse des températures supérieure à 1,5 °C –, prétextant qu'il incombait aux pays développés de jouer le rôle de chefs de file en la matière.

L'un des aspects les plus inquiétants du nouveau rapport du GIEC concerne les apports d'eau provenant de la fonte des glaciers, un problème qui, sur le plateau tibétain, pourrait déboucher sur une crise de l'eau. Mais malgré les dangers qui pèsent sur cet écosystème fragile en haute altitude et la menace d'une crise de l'eau, la Chine a annoncé plus tôt cette année le développement massif des barrages hydroélectriques et des réseaux électriques sur les fleuves tibétains, en particulier sur le Drichu (en chinois : Yang-Tsé) et ses affluents, dans le but de retenir, de détourner et d'extraire plus d'eau.

Soulignant l'importance des connaissances dont disposent les populations locales et autochtones, le rapport du GIEC cite en exemple la population du Ladakh (une région en Inde qui borde le Tibet). Les habitants y construisent des stupas de glace, qui fondent au printemps et permettent alors d'irriguer les cultures bien avant l'arrivée de la mousson d'été. Au Tibet, en revanche, les autorités chinoises continuent de faire fi des connaissances des peuples pastoraux au lieu de les utiliser pour réhabiliter les régions dont l'état se dégrade, ce qui est contraire aux pratiques de restauration du paysage par les populations locales, adoptées ailleurs dans le monde.

LA SUÈDE ET LES PAYS-BAS ADOPTENT DES STRATÉGIES SUR LA CHINE

AU COURS DES DERNIERS MOIS, CONSCIENTS DU RÔLE CROISSANT DE LA CHINE SUR LA SCÈNE MONDIALE ET DE LA NÉCESSITÉ DE RELEVER LES DÉFIS ET DE TIRER PROFIT DES POSSIBILITÉS QUI EN DÉCOULENT, PLUSIEURS PAYS EUROPÉENS ONT ADOPTÉ DES STRATÉGIES POUR PRÉCISER LEUR APPROCHE À L'ÉGARD DE LA CHINE.

Parmi ces stratégies, la plus récente, une [communication du gouvernement suédois intitulée « Approche des questions relatives à la Chine »](#) présentée le 2 octobre au Riksdag – le parlement national suédois –, traite du spectre des relations bilatérales et multilatérales entre la Suède et la Chine dans les domaines de la sécurité et de la défense, du commerce et de l'économie, du climat et de l'environnement, du développement, des nouvelles technologies, de l'enseignement et de la recherche, de la culture et des médias, ainsi que des droits de l'homme. Sur ce dernier point en particulier, le document renvoie au rapport du gouvernement suédois sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit de juin 2019, qui a confirmé que la situation des droits civils et politiques en Chine était « grave », et dans lequel il est indiqué que « la Chine représente un défi toujours croissant dans les efforts internationaux déployés en faveur du respect des droits de l'homme ». Il fait également mention du Tibet, en évoquant les sanctions disproportionnées infligées aux Tibétains dans les cas d'atteintes à la sécurité nationale ainsi que les activités des services de renseignement chinois sur le territoire suédois, lesquelles « prennent également pour cibles des réfugiés chinois et des organisations œuvrant pour le Tibet, le Xinjiang et Taïwan, par exemple, ainsi que les instances de décision politique ». Plus important encore, cette communication présente les trois principes directeurs de l'approche de la Suède concernant les droits de l'homme en Chine : soulever la

question de la gravité de la situation des droits de l'homme en Chine de manière claire et cohérente ; continuer d'œuvrer à une approche solide et commune de l'UE, en tant qu'instrument le plus efficace dans le dialogue avec la Chine ; et veiller à ce que la situation des droits de l'homme en Chine soit mise en évidence dans les contextes multilatéraux pertinents.

Cette communication du gouvernement suédois fait suite à une autre stratégie sur la Chine, adoptée par le ministère néerlandais des Affaires étrangères et dévoilée en mai dernier. La note néerlandaise sur la Chine, intitulée « Un nouvel équilibre », vise à établir un nouvel équilibre entre les intérêts économiques et les effets négatifs de l'influence chinoise dans la société néerlandaise. Contrairement à la communication suédoise, la stratégie néerlandaise minimisait les questions liées aux droits de l'homme et ne mentionnait pas le Tibet. Suite à une audition parlementaire et à l'adoption, lors d'un débat mené en septembre sur cette stratégie avec le ministre des Affaires étrangères et la ministre du Commerce international et de la Coopération au développement, d'une motion à une large majorité demandant au gouvernement de réécrire le chapitre sur les droits de l'homme, le ministre des Affaires étrangères a adressé une communication officielle au parlement, détaillant la politique du gouvernement néerlandais sur le Tibet. Dans la communication du 11 novembre, le ministre confirme qu'il partage les

inquiétudes du parlement quant à la situation des droits de l'homme en Chine et que le gouvernement est « vivement préoccupé par la situation des droits de l'homme au Xinjiang ainsi qu'au Tibet ». Il est notamment indiqué dans cette lettre que la politique du gouvernement est que « c'est à la communauté religieuse tibétaine qu'il revient de désigner le futur successeur du Dalaï-Lama » – une prise de position bienvenue, qui devrait inspirer d'autres gouvernements en Europe. Le gouvernement détaille par ailleurs trois mesures visant à répondre aux violations des droits de l'homme en Chine : mentionner les droits de l'homme lors de toutes les visites de haut niveau et réunions avec les dirigeants chinois (avec une attention particulière pour la situation des droits de l'homme au Tibet et les droits des bouddhistes) ; plaider pour une mission d'enquête au Xinjiang, mentionner le Xinjiang et le Tibet au titre du point 4 de l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme et œuvrer à l'intégration des équipements de surveillance dans le champ d'application du règlement de l'UE sur les biens à double usage ; et travailler à l'adoption d'un régime de sanctions européen pour les individus se rendant coupables de violations des droits de l'homme. La commission néerlandaise des affaires étrangères a décidé de tenir un nouveau débat parlementaire avec le ministre à propos de cette lettre.

UN UNIVERSITAIRE CHINOIS ACCUSÉ D'ESPIONNAGE BANNI DE LA BELGIQUE

LE DIRECTEUR DE L'INSTITUT CONFUCIUS À LA VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL (VUB), ACCUSÉ D'ESPIONNAGE PAR LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT, A ÉTÉ RÉCEMMENT BANNI DE LA BELGIQUE.



Selon des articles parus dans la presse belge en octobre, Xinning Song, un universitaire qui vivait en Belgique depuis dix ans, a déclaré à *The Associated Press* que l'Office des étrangers l'avait informé que son visa ne pourrait pas être renouvelé, car il était accusé d'apporter son soutien à des activités d'espionnage et d'ingérence des services de renseignements chinois en Belgique. Il a également été banni de l'espace Schengen de l'UE pour une durée de huit ans.

Cette affaire démontre une fois de plus la véritable nature des Instituts Confucius – des outils de propagande et d'influence du gouvernement chinois – et nous espérons qu'elle poussera les dirigeants de la VUB à réfléchir à l'opportunité de maintenir en place son institut et à la possibilité de le fermer, comme cela a déjà été fait ailleurs dans le monde.

ICT EN VISITE À TAIÛAN POUR LE 40^{ÈME} CONGRÈS DE LA FIDH



PLUS DE 400 DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME, MEMBRES DE GOUVERNEMENTS ET EXPERTS ISSUS DE 192 ONG MEMBRES, DONT ICT, SE SONT RÉUNIS À TAIPEI DU 21 AU 25 OCTOBRE À L'OCCASION DU 40^{ÈME} CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS (FIDH).

Le thème principal du Congrès cette année était l'universalité des droits humains et les stratégies et réponses possibles pour relever les défis en la matière. C'était la première fois, en près de cent ans d'existence, que la Fédération tenait son Congrès en Asie. Taïwan a été choisi pour ses progrès constants dans le respect et la promotion des droits humains et des valeurs démocratiques, ce qui la distingue fortement de ses voisins dans la région, dont, bien évidemment, la Chine.

Plusieurs résolutions ont été adoptées au cours de la réunion, dont une résolution en soutien aux manifestants de Hong Kong, qui réclament que le gouvernement rende des comptes et procède à des réformes politiques. Les organisations membres de la FIDH ont également élu leur nouvelle présidente, la militante botswanaise Alice Mogwe, qui dirigera la fédération au cours des trois prochaines années.

Comme à l'accoutumée, le Congrès a été

une excellente occasion pour ICT d'élargir son réseau, d'échanger des points de vue et de trouver des terrains d'entente avec d'autres organisations de défense des droits de l'homme, en particulier avec les membres asiatiques de la FIDH. En marge du Congrès, Vincent Metten a rencontré le représentant de Sa Sainteté le Dalaï-Lama à Taïwan, Dawa Tsering, ainsi que des membres du personnel du Human Rights Network for Tibet and Taiwan et des membres de la communauté tibétaine à Taïwan. Il a également informé le maire de Taipei, Ko Wen-je, de la situation au Tibet et de la réalité des immolations par le feu. Lors d'une séance d'information de la mairie de Taipei sur la sécurité publique cette semaine-là, Ko Wen-je avait en effet tenu des propos très inappropriés et offensants. Il avait alors qualifié ces immolations d'«actes à la mode» parmi les lamas tibétains, ajoutant que ce comportement portait gravement préjudice au gouvernement chinois.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

SONAM PALDEN

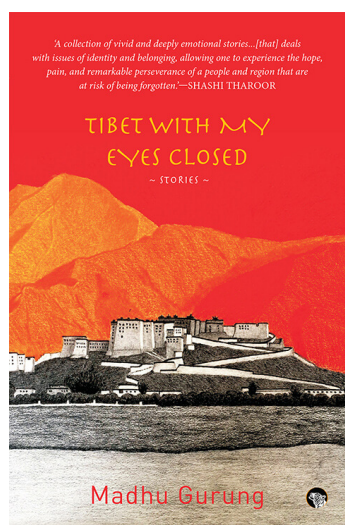


SELON DES [INFORMATIONS CONFIRMÉES PAR LE TIBETAN CENTER FOR HUMAN RIGHTS AND DEMOCRACY \(TCHRD\)](#), SONAM PALDEN, UN JEUNE MOINE TIBÉTAIN ARRÊTÉ PAR LES AUTORITÉS CHINOISES EN SEPTEMBRE APRÈS AVOIR PUBLIÉ DES COMMENTAIRES CRITIQUES À L'ÉGARD DES POLITIQUES DE PÉKIN DANS LA RÉGION, SE TROUVE ACTUELLEMENT DANS UN CENTRE DE DÉTENTION OÙ IL RISQUERAIT FORTEMENT D'ÊTRE TORTURÉ.

Comme l'expliquait [en octobre dernier Radio Free Asia](#), ce jeune homme de 22 ans – qui fait partie des moines du monastère de Kirti à Ngaba depuis son enfance – a été arrêté le 19 septembre dans la préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba (province du Sichuan, dans la province tibétaine d'Amdo), et n'a plus été vu depuis. Selon des sources tibétaines, il aurait été placé en détention après avoir publié sur la plateforme de messagerie WeChat des commentaires critiquant la politique chinoise sur la langue tibétaine.

Dans son rapport du 11 novembre, le TCHRD a indiqué qu'il était en mesure de confirmer que Sonam Palden se trouvait à présent dans le centre de détention du Bureau de sécurité publique du comté de Ngaba. Certains de ses proches ont tenté de lui rendre visite, mais sans succès. L'organisation a ajouté que la détention au secret prolongée du jeune moine «mettra gravement sa vie en danger, étant donné que les pires actes de torture sont perpétrés en détention préventive, dans le secret des établissements pénitentiaires chinois». Son arrestation constitue une violation flagrante de son droit à la liberté d'expression et d'opinion, et ICT se joint au TCHRD pour demander aux autorités chinoises sa libération immédiate et inconditionnelle.

SUGGESTIONS DE LECTURE ET DE VIDÉO



TIBET WITH MY EYES CLOSED DE MADHU GURUNG

Cet ouvrage réunit onze nouvelles sur le quotidien de Tibétains déplacés qui tentent de se reconstruire une vie en Inde. Les onze récits sont répartis selon les cinq couleurs du drapeau de prière tibétain : en bleu (le ciel), « Zinda » est le nom du village tibétain dont un enfant a dû s'échapper suite à l'occupation chinoise. Il ne reviendra sur cette terre qui lui semble à présent étrangère qu'en tant que jeune homme, suite à une surprise douce-amère. Mariko, l'ancien moine héros du récit blanc (l'air), devient, contre toute attente, une icône de beauté et se lance dans la danse. «*In the Footsteps of Buddha's Warriors*» (Sur les traces des guerriers de Bouddha), le récit rouge (le feu) raconte l'histoire du Chushi Gangdruk, l'organisation oubliée de guérilla tibétaine qui s'est battue courageusement depuis le Népal pour une indépendance qui n'est jamais arrivée. Madhu Gurung décrit avec éloquence et une grande empathie les difficultés et les joies des membres de la communauté tibétaine, leur désolation et leurs espoirs, ainsi que le tissu familial et identitaire qui s'étire et se déchire pour se reconstituer dans de nouvelles configurations.

Maison d'édition: Speaking Tiger Books

Date de publication: Juillet 2019

Cliquez [ici](#) pour commander cet ouvrage.

« LA PERTINENCE DE LA QUESTION TIBÉTAINE ET POURQUOI NOUS DEVRIONS NOUS EN PRÉOCCUPER » UNE CONVERSATION ENTRE NANCY PELOSI, JETSUN PEMA ET RICHARD GERE



Cliquez sur la photo pour visionner la vidéo enregistrée lors de l'événement, que nos collègues américains ont publiée sur leur page Facebook !

En quoi la cause tibétaine est-elle importante ? C'est ce dont ont débattu la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, la sœur cadette du Dalaï-Lama, Jetsun Pema, et le président d'ICT, Richard Gere, à San Francisco, le 8 octobre, à l'occasion d'un événement organisé par ICT. Leur conversation a porté sur un large éventail de thèmes, depuis les raisons qui les ont motivés à servir leur communauté jusqu'aux conseils du Dalaï-Lama pour faire face aux défis posés par la Chine, en passant par ce à quoi ressemblait la vie au Tibet autrefois. Ils ont également répondu aux questions du public sur le *Tibetan Policy and Support Act*, un nouveau projet de loi visant à renforcer le soutien des États-Unis au Tibet et à protéger le droit du Dalaï-Lama et des bouddhistes tibétains à décider de la manière de choisir son successeur.



ÉVÉNEMENTS À VENIR

• 3-4 DÉCEMBRE

21^{ème} Forum UE-ONG de défense des droits de l'homme

• 10 DÉCEMBRE

Journée internationale des droits de l'homme